

Compte rendu de l'audience du 9 octobre 2026

Montreuil, le 9 octobre 2026

Les organisations syndicales ont été reçues en multilatérale par le ministre Geffray au sujet de la mobilisation en cours.

Introduction par E. Geffray :

Il y a eu 200 personnels blessés. La violence doit cesser. Il y a les lycéens qui bloquent, mais aussi ceux, peut-être plus nombreux, qui se sont saisis de la plateforme.

Je veux accélérer sur le sujet du remplacement. Je vais donc mobiliser 3024 Titulaires sur Zone de Remplacement (TZR) qui ne sont actuellement pas devant élève. Il y en a 3024. Je vais également regarder les 3000 autres TZR qui sont en sous-service pour compléter leur service.

J'ai eu l'autorisation d'augmenter le plafond d'emploi de contractuels. J'attends le retour des académies, mais je compte en recruter près de 1000.

Je vais fournir 18 000 briques de PACTE supplémentaires pour le remplacement de courte durée.

Cette situation m'inquiète, car ce sont les publics les plus défavorisés qui sont pénalisés par les blocages. J'ai peur du décrochage qu'il pourrait y avoir en lycée professionnel par exemple.

Intervention de la FNEC FP-FO :

ID-FO : Je voudrais commencer par dire que ce que disent les lycéens, c'est ce sur quoi nous alertons depuis des années, en particulier sur l'absence de moyens humains pour que nous puissions réaliser nos missions.

D'ailleurs, je rappelle que, le 23 septembre dernier, Indépendance et Direction FO, avec ses instances, a manifesté aux abords du ministère pour réclamer les moyens suffisants pour réaliser nos missions.

Sur la question des remplacements, le remplacement des professeurs absents est absolument indispensable, mais également celui des autres personnels, parce qu'il y a une interdépendance entre les différentes catégories de personnels. Et d'ailleurs, on a bien vu que, dans l'établissement de Créteil dans lequel il y a eu les premières mobilisations, le proviseur adjoint n'était pas remplacé. Quand un proviseur adjoint, un secrétaire général, des personnels administratifs, etc., ne sont pas remplacés, cela a un impact sur toute la chaîne éducative.

Je voudrais aussi parler de nos collègues des services rectoraux. Ils vivent assez difficilement ce qui est dit depuis hier et qui laisserait à penser qu'ils n'ont pas su faire leur travail parce qu'ils n'ont pas pu identifier les enseignants qui auraient été disponibles. Les services rectoraux sont à l'os. Il y a des choses qui deviennent extrêmement difficiles.

Je m'interroge beaucoup sur l'IA. Y a-t-il une volonté de vouloir remplacer les personnels administratifs par l'IA ?

Ensuite, nous mettons également en garde contre cette nouvelle propension à vouloir transférer la responsabilité de la gestion des difficultés sur les personnels du terrain.

Il y a la question des débats avec les élèves. Nous ne nous sommes pas exprimés contre, mais force est de constater que ces débats, si certains collègues s'en saisissent, ne sont pas de nature à pouvoir apporter une solution pérenne à cette crise et à amener la désescalade.

Vous avez fait un certain nombre de propositions. Mais, pour nous, elles ne sont pas de nature à permettre la désescalade et l'apaisement.

Le gouvernement doit absolument prendre les décisions qui s'imposent pour désamorcer la situation, parce que nos collègues personnels de direction sont en danger. J'avais, juste avant la visio-conférence, encore un collègue secrétaire académique qui m'annonçait qu'il avait été ciblé, qu'il avait subi des menaces de mort. Les collègues sont terrorisés. La désescalade doit absolument être amorcée dès la semaine prochaine.

Enfin, les modalités de mise en œuvre du PACTE posent problème. Il y a des impossibilités techniques. Nous demandons le rétablissement des enveloppes d'HSE, qui donnaient beaucoup plus de souplesse.

FNEC FP-FO :

La FNEC FP-FO souhaite apporter tout son soutien aux personnels et aux lycéens qui ont été blessés.

La mobilisation des lycéens porte sur des revendications qui sont les nôtres. Nous sommes aux côtés des lycéens, des étudiants. Nous demandons l'arrêt de la répression d'État et l'arrêt des sanctions.

La seule issue est de répondre aux revendications.

Votre gouvernement va-t-il :

- Abroger Parcoursup et Monmaster, la réforme du lycée, et rétablir le baccalauréat comme premier grade universitaire qui permet d'accéder à la filière de son choix ? Les 126 000 recalés doivent pouvoir étudier. Vous dites être sensible aux publics les plus défavorisés et contre le décrochage scolaire. C'est bien le sujet.
- Renoncer à l'année blanche et augmenter tout de suite de 10 % le point d'indice et ouvrir des négociations pour rattraper les pertes de 33 % subies par les Fonctionnaires depuis 2000 ?
- Renoncer aux 1588 suppressions de postes qui s'ajoutent aux 4000 suppressions de cette année ? Tous ces postes doivent être restitués. Comment assurer les remplacements en supprimant et continuant de supprimer des postes ?
- Allez-vous mettre en place un plan de titularisation pour tous les contractuels qui le souhaitent ?
- Allez-vous appeler tous les lauréats du concours sur Listes Complémentaires. Les LC du CRPE (1er degré) sont venus vous le demander au ministère. Je vous ai interpellé à ce sujet en CSE. Qu'en est-il ?
- Allez-vous créer les postes spécialisés nécessaires et les places en IME et ITEP pour accueillir les 30 000 élèves notifiés ?

- Allez-vous abandonner les PAS et restituer les postes comme vous ont demandé FO FSU CGT SUD SNALC dans un avis en CSA MEN ?
- Allez-vous octroyer un véritable statut pour tous les AESH avec un vrai salaire sur la base d'un temps plein pour 24h ?
- Allez-vous abandonner le questionnaire VSS qui n'a récolté aucune voix favorable au CSE et créer les postes Infirmiers, assistants sociaux, psyEN et médecins à hauteur des besoins

Vous annoncez des remplacements dans les lycées en grande difficulté avec 3024 TZR qui seraient disponibles. De deux choses l'une : soit il y a eu des erreurs et vous nous dites que les recteurs sont responsables de ces erreurs ; soit il y avait une inadéquation entre les besoins et les disciplines ou les zones d'intervention de ces TZR. Il n'est évidemment pas concevable pour nous qu'un TZR soit envoyé en dehors de sa zone d'intervention ni qu'il subisse une pression pour enseigner dans une autre matière que la sienne.

À l'instant T, aucune consigne n'a été donnée dans les rectorats. Les services de gestion sont déjà sous l'eau et leurs conditions de travail sont encore aggravées par les cyberattaques.

Concernant votre annonce sur le remplacement de courte durée et le PACTE, chacun sait que c'est un fiasco car, là aussi, il y a les problèmes d'adéquation avec les emplois du temps et les matières. De plus, les collègues sont déjà surchargés de travail. Peu sont volontaires malgré la paupérisation qui s'accélère.

En conclusion, votre gouvernement sera bien inspiré d'entendre la colère qui monte chez les lycéens, chez les étudiants, chez les Fonctionnaires et tous les salariés, face aux budgets d'austérité qu'ils subissent déjà, et que vous proposez encore d'aggraver avec 54 milliards de coupes supplémentaires.

Réponse d'E. Geffray :

Il n'y aura aucun renoncement de ma part concernant les sanctions, notamment en cas d'atteinte aux personnels. Ceux qui ont été marqués dans leur chair, menacés, doivent être protégés.

Pour les TZR, il y a deux configurations :

- La vitesse de réaction des services est parfois inégale.
- Il n'y a pas d'adéquation disciplinaire, mais ces personnels souhaitent quand même être devant des élèves.

On respectera les mêmes règles que d'habitude. On va utiliser de nouveaux outils pour procéder à leur affectation. *[Note de la fédération : En ce cas, pourquoi n'ont-ils pas déjà été appelés ?]*

Concernant les listes complémentaires, ils ont tous été recrutés dans le 2d degré. Pour le premier degré, je vais regarder. *[Note de la fédération : même réponse qu'au CSE du 17 septembre. Pendant ce temps, les collègues ne sont pas recrutés alors qu'il y a des besoins.]*

Concernant Parcoursup, un travail est engagé pour qu'il y ait plus de transparence, mais il n'est pas question de supprimer cet outil qui a fait ses preuves. Par quoi le remplacerait-on ? *[Note de la fédération : Par l'inscription de tous les lauréats du baccalauréat dans la filière de leur choix en ouvrant les places nécessaires dans l'enseignement supérieur.]*

Concernant les remplacements de courte durée et le PACTE, s'il y a des collègues volontaires, où

est le problème ?

Concernant les postes et le budget, le parlement est la bonne enceinte pour en débattre. Mais si on suit la baisse démographique, ce sont 10 000 postes qui devraient être supprimés. Nous n'en supprimons que 1588. Le taux d'encadrement va s'améliorer. Dans le premier degré, nous allons repasser sous la moyenne de l'OCDE. Je compte sur les organisations syndicales pour le signaler aux personnels. *[Sic !]*

Concernant les places manquantes en établissement spécialisé, il y a le plan 50 000 solutions. *[Note de la fédération : ce plan nébuleux, qui comprend la mise en place des PAS, ne répond en rien aux revendications et à l'exigence de recrutement d'enseignants spécialisés pour faire face aux besoins.]*

Je maintiens les Pôles d'Appui à la Scolarité (PAS).

Concernant le statut des AESH, le travail se poursuit. *[Note de la fédération : les dernières propositions étaient un « Statut » à 1607h pour 20 % des AESH pour devenir « assistants d'accessibilité. Inacceptable !]*

Concernant les postes infirmiers, assistants sociaux et psyEN, je compte créer à nouveau 300 postes. Je ne peux pas en créer plus, car il n'y a pas assez de vivier. *[Note de la fédération : les concours pour ces catégories sont largement pourvus, donc cette affirmation régulièrement assénée est fausse. De plus, 300 postes, c'est ridicule par rapport aux besoins.]*

Concernant le bâti scolaire, c'est en discussion au projet de loi de finances. *[Note de la fédération : avec 54 milliards de coupes budgétaires, on est confiant pour les discussions.]*

Concernant les emplois du temps, j'avais cru comprendre que vous ne souhaitiez pas ouvrir de nouvelles discussions sur les rythmes scolaires. Mais on peut l'envisager. *[Note de la fédération : nouvelle provocation du ministre alors que la question est l'abrogation de la réforme du lycée.]*

Conclusion :

Le ministre ne répond à aucune revendication. La FNEC FP-FO appelle à amplifier la mobilisation et à la grève le 13 octobre. En région parisienne, des AG d'étudiants appellent à manifester en direction de Matignon le 13 octobre, lors du vote du budget." Ils ont raison : c'est là où ça se décide, et nous en serons !